



L'épreuve scolaire

L'école est souvent un espace de souffrance pour les enfants trans. Et les enseignants sont livrés à eux-mêmes. Le ministère de l'Éducation nationale tente d'y remédier

Par **ÉMILIE BROUZE** et **BARBARA KRIEF**

Photo **MARIANNE WASOWSKA**

J'ai été poussé, insulté, frappé dans les couloirs, parce que je n'étais pas normal, parce que je n'étais pas considéré comme un vrai gars », raconte Aiden, 16 ans, en classe de troisième dans le sud-ouest de la France. Jusqu'à l'année dernière, cet adolescent trans, né dans un corps de fille, qui aimerait devenir éleveur de chevaux, se faisait harceler par ses camarades. A force, il a développé une phobie scolaire. « *Le confinement m'a sauvé* », dit-il. Il ne doit pas être le seul. Les discriminations transphobes s'exercent volontiers dans l'enceinte de l'école, relève un rapport de la Dilcrh (Délégation interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT). « *La recherche a montré que les expériences scolaires des jeunes trans sont extrêmement dégradées. Il y a un risque de décrochage ou d'impossibilité de vivre une transition* », affirme Judith Klein, chef du bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations à la direction générale de l'enseignement. « *La pédopsychiatrie nous avait dit que le problème n'était pas de s'accepter, mais de se faire accepter par les autres, et c'est vrai* », reconnaît la mère d'Aiden, une ancienne auxiliaire de vie. Récemment, le professeur de sport de son fils lui a rétorqué : « *Estimez-vous heureuse que je l'accepte dans mon cours.* »

Ni Aiden ni sa mère ne devraient avoir à s'estimer heureux de quoi que ce soit. Le droit protège tous les enfants et doit leur offrir un « *climat scolaire serein et un cadre protecteur* », rappelle Rodrigo Arenas, coprésident de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE). On en est loin. En décembre der-





◀ Lilie, 8 ans, dans sa chambre.

nier, à Lille, une adolescente trans, Fouad, 17 ans, mettait fin à ses jours peu après un différend avec les personnels de son lycée. Ses camarades, émus, appelaient à un sursaut : « On n'accuse pas, on veut juste que les choses changent ! » Quelques semaines auparavant, la médiation de l'histoire de Lilie, 8 ans, avait mis en évidence les errements de l'Éducation nationale. Alors qu'avant la rentrée 2020, l'enseignante de Lilie avait bien accueilli la demande de ses parents de respecter sa transition, tout a vrillé le premier jour d'école : « La maîtresse a fait l'appel et m'a appelée par mon ancien prénom de garçon », raconte Lilie. Quelques jours plus tard, la famille a appris qu'il s'agissait en réalité d'une expérience : l'ancien prénom, communément appelé le *deadname*, avait volontairement été utilisé pour évaluer en situation le « degré de souffrance » de l'enfant devant une psychologue dépêchée par l'académie d'Aix-Marseille. Dans sa fiche pratique sur le respect des droits des personnes trans, la Dilcrah est pourtant très claire. Elle demande à ce que le prénom d'usage soit respecté à l'oral. Et ce sans certificat médical à l'appui, comme l'a reconnu le ministère de l'Éducation nationale, interrogé au sujet de Lilie.

Ce sont toutes ces récentes histoires qui ont forcé l'institution scolaire à prendre en compte ces enfants-là. « L'Éducation nationale a longtemps pratiqué la politique de l'autruche », avance le sociologue Arnaud Alessandrin, spécialiste des transidentités. En l'absence de consignes claires et de recommandations, l'accueil des élèves trans diffère aujourd'hui d'une académie à l'autre, d'un établissement à l'autre... Voir d'un ensei-

gnant à l'autre. « Il n'y a pas de cadre, l'accueil peut être bon comme affreux. On a l'impression que chacun fait ce qu'il veut », constate Maryse Rizza, présidente d'une association de parents d'enfants trans à Tours. Son fils Ruben, 14 ans (voir p. 34), a changé de collège après deux années difficiles. En cinquième, il n'a pas pu se rendre en voyage scolaire en Normandie, pour une question de composition de dortoirs. L'inclusion des personnes trans à l'école pose des questions très concrètes, que ce soit pour l'accès aux toilettes, le plus souvent séparées entre garçons et filles, aux internats ou aux vestiaires de sport... En cours d'EPS, les autres garçons refusaient que Ruben se change avec eux dans les vestiaires. « On ne veut pas d'une fausse fille avec nous. »

La plupart des chefs d'établissement ne sont pas encore formés pour aborder ces situations. Philippe, CPE dans un grand lycée de la région bordelaise, raconte que le rectorat n'a pas su quoi lui répondre quand, il y a cinq ans, un élève a annoncé qu'il entamait une transition. Avec la chef d'établissement, ils ont depuis mis au point un protocole, fait maison : « Quand un élève le demande, et que la famille est d'accord, on change son genre sur le logiciel de l'établissement. Ainsi, personne ne se trompe, l'élève est rassuré et nous aussi. » Partis du constat que la formation initiale et continue était « quasi inexistante », le Syndicat des Enseignants de l'Unsa (SE-Unsa) a développé sa propre formation sur les questions de genre, autour de cas pratiques, en attendant que l'Éducation nationale déploie un plan plus ambitieux. « Une CPE disait qu'elle était paumée, une autre reconnaissait avoir mal réagi la première fois qu'elle a été confrontée à un enfant trans, par ignorance », cite Yann Chandivert, secrétaire national.

En début d'année, le ministère a réuni un groupe de travail dédié aux questions LGBT pour établir des lignes directrices et harmoniser les pratiques en matière d'accueil des élèves et étudiants trans. Ce groupe a auditionné associations de personnes trans, chercheurs et spécialistes des transidentités... Il devrait en sortir un guide, dont la date de publication n'est pas encore fixée. Très vite, il est aussi apparu évident qu'il fallait élargir la réflexion pour inclure les personnes intersexes et non binaires... « Cela nous a permis de prendre conscience de la manière dont dans les espaces scolaires, les choses sont organisées en fonction de la binarité de genre », explique Judith Klein, du bureau de la lutte contre les discriminations.

Dans son documentaire « Petite Fille », Sébastien Lifshitz montre les parents de Sasha, 7 ans, déployer une énergie colossale pour que leur enfant puisse se rendre à l'école habillée en robe et qu'on utilise le pronom « elle » en classe pour la désigner. « Si "sexe : masculin" n'était pas écrit sur un papier, qui le saurait au juste ? Parce que c'est écrit, ma gamine passe à côté de son enfance », déplore sa mère. Dans une séquence, en consultation avec la pédopsychiatre de l'hôpital Robert-Debré, Sasha se met à pleurer. « Les larmes aux yeux, c'est quand tu penses à l'école ? » lui demande la médecin. La petite fille hoche la tête. ■

“IL N’Y A PAS DE CADRE, L’ACCUEIL PEUT ÊTRE BON COMME AFFREUX. ON A L’IMPRESSION QUE CHACUN FAIT CE QU’IL VEUT.”

MARYSE RIZZA,
PRÉSIDENTE
DE GRANDIR TRANS

